



**PRÉFET DES DEUX-SÈVRES**

Service de la Coordination et du Soutien Interministériels  
Pôle de l'environnement  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté Préfectoral n° E79 du 1<sup>er</sup> mars 2018  
portant enregistrement de l'exploitation d'un élevage avicole  
par M. Emmanuel ALBERT, au lieu-dit La Terrasse  
sur la commune de MONCOUTANT

Le Préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et en particulier les articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

**VU** le tableau constituant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, annexé à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** la demande d'enregistrement et l'ensemble des plans et documents présentés le 16 août 2017 et complétés le 2 octobre 2017 par M. Emmanuel ALBERT, relatif à un projet d'extension de l'élevage avicole situé au lieu-dit La Terrasse sur la commune de MONCOUTANT, pour un effectif porté à 40 000 emplacements volailles ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2017 portant ouverture de la consultation du public sur la demande d'enregistrement susvisée, du 4 décembre 2017 au 2 janvier 2018, en mairie de MONCOUTANT ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 2017 portant délégation de signature à M. Didier DORÉ, Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

**VU** l'absence d'observation lors de la consultation du public ;

**VU** l'avis des conseils municipaux de MONCOUTANT, CHANTELOUP, LA CHAPELLE SAINT LAURENT et COURLAY ;

**VU** l'avis des services administratifs consultés ;

**VU** le rapport du 27 février 2018 de l'Inspection des Installations Classées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la sensibilité du milieu et qu'aucun des enjeux liés au projet ne justifient d'instruire la demande selon la procédure prévue pour une demande d'autorisation ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **A R R E T E**

---

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations exploitées par **Monsieur Emmanuel ALBERT** dont le siège social est situé au 8 chemin de la Barillière, 79 320 MONCOUTANT, faisant l'objet de la demande présentée le 16 août 2017 et complétée le 2 octobre 2017, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de MONCOUTANT, au lieu-dit « La Terrasse ». Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du ode de l'environnement).

#### **CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

##### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

<b>Rubrique</b>	<b>Installations et activités concernées</b>	<b>Seuil de critère</b>	<b>Régime du projet</b>	<b>Portée de la demande</b>
<b>2111.2</b>	Activité d'élevage, vente, etc... de volailles, gibiers à plumes 2. Autres installations que celles dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3660	Plus de 30 000 emplacements	<b>Enregistrement</b>	<b>40 000 emplacements</b>
<b>4718</b>	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel	Quantité supérieure à 6 t	<b>Non Classée</b>	3,2 t sur le site

##### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

<b>Commune</b>	<b>Parcelles cadastrales</b>	<b>Lieu-dit</b>
MONCOUTANT	Section AI, parcelles 124 et 119	La Terrasse

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

#### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande présentée le 16 août 2017 et complétée le 2 octobre 2017.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

### **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

#### **ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état conformément à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

### **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

#### **ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées :

- récépissé de déclaration n° D7350 délivré le 28 décembre 2012 à M. Emmanuel ALBERT, relatif à l'exploitation d'un élevage de 25 800 animaux-équivalents volailles.

#### **ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales réglementant les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'enregistrement sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées s'appliquent à l'établissement.

#### **ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS**

(Sans objet)

#### **ARTICLE 1.5.4. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

(Sans objet)

---

## **TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **CHAPITRE 2.1. AMENAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GENERALES**

(Sans objet)

---

## **TITRE 3. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

---

### **ARTICLE 3.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2. – SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3.3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX) dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L,511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° Par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision lui a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa de l'article R514-3-1 peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de 4 mois pour les tiers et 2 mois pour le demandeur.

### **ARTICLE 3.4 – PUBLICITE**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MONCOUTANT, commune d'implantation de l'élevage et en mairie de BRESSSUIRE, CHANTELOUP, LA CHAPELLE SAINT LAURENT et COURLAY, communes dont une partie du territoire est concernée par le plan d'épandage et peut y être consultée ;

2°) un extrait dudit arrêté est affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires concernés et transmis à la Préfecture ;

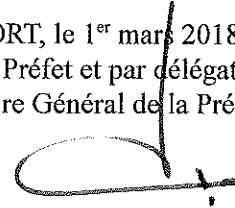
3°) une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal consulté ;

4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale d'un mois.

### **ARTICLE 3.5. EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de BRESSUIRE, les maires de MONCOUTANT, BRESSUIRE, CHANTELOUP, LA CHAPELLE SAINT LAURENT et COURLAY, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Emmanuel ALBERT.

NIORT, le 1<sup>er</sup> mars 2018  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Didier DORÉ

